

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et Plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota
En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito
Semaine du 02 mai 2024

Zoom sur : Les perspectives de croissance révisées pour la Colombie.

L'OCDE prévoit que la Colombie enregistrera un taux de croissance de 1,2 % en 2024, tandis que la Banque centrale colombienne révisé à la hausse ses prévisions de 1,2 % à 1,4 % sur la même année.

L'OCDE prévoit donc une croissance modeste pour l'année 2024 avec un rebond en 2025 illustré par une croissance anticipée de 3,3 %. De surcroît, l'OCDE anticipe une reprise de l'investissement et de la consommation (avantagée par la baisse du taux d'inflation et les transferts de fonds des migrants) pour le deuxième semestre de l'année 2024. Concernant l'inflation, qui s'élevait à 7,36 % en g.a en mars, l'OCDE indique qu'elle n'atteindra pas l'intervalle cible de 3 % \pm 1 pt% g.a avant le second semestre de 2025.

Dans ses recommandations, l'institution internationale indique que le respect de la règle budgétaire, pour éviter une augmentation de la dette, permettrait de rassurer les investisseurs sur la soutenabilité budgétaire du pays, et donc, de favoriser l'investissement.

La Banque centrale colombienne a quant à elle prévue un taux de croissance économique de 1,4 % tiré à la hausse par le secteur primaire (agriculture) et la baisse de l'inflation. De plus, la baisse du taux d'usure des banques commerciales, causée par la diminution des taux directeurs de la Banque centrale, permettrait de stimuler le crédit et de favoriser la croissance. De surcroît, en mai 2024, les taux d'intérêts bancaires ont diminués, passant de 22,06 % à 21,02 %.

Il est à noter qu'en 2023, la croissance économique Colombienne enregistrait un taux de croissance négatif, de -0,6 %, bien en dessous des attentes.

Bolivie

La Bolivie confrontée à une crise de la balance de paiements selon Moody's.

Moody's a abaissé la note créditrice de la Bolivie de Caa1 à Caa3 en raison de la pénurie de dollars étasuniens, mettant en évidence une menace de crise de la balance des paiements. Malgré un changement de perspective à stable, les défis persistent en raison de la faible couverture des importations (les réserves internationales étant à hauteur de 1,7 Md USD en décembre 2023, soit l'équivalent de moins de 2 mois d'importations) et des luttes politiques entravant les prêts externes. Le gouvernement bolivien, bien qu'ayant demandé le rapport, le rejette maintenant, contestant son manque de prise en compte des politiques économiques visant à stabiliser la situation. La persistance des déficits de liquidités et des divisions politiques fragilise la capacité du pays à payer ses dettes et à maintenir son économie.

L'OIT annonce 85% de travailleurs dans l'informalité en Bolivie.

Selon l'Organisation internationale du Travail (OIT), la Bolivie détient le triste record mondial du plus haut taux de travail informel, avec 85% de sa main-d'œuvre concernée, dépassant ainsi largement la moyenne de l'Amérique latine et des Caraïbes qui est de 54%. Les données de 2022 indiquent que seulement deux personnes sur dix ont un emploi formel en Bolivie. Cette situation touche davantage les femmes, avec un taux d'informalité de 87%, comparé à 83% pour les hommes.

Colombie

Le taux d'intérêt directeur de la Banque centrale baisse de 50 pdb, à 11,75%.

Le conseil de la BC a décidé de réduire le taux d'intérêt directeur de 50 pdb pour la deuxième fois consécutive, passant de 12,25% à 11,75%. Pour la réunion de politique monétaire du mois de juillet 2024, les experts prévoient un taux directeur de 10,50%. Cette baisse du taux directeur de la Banque centrale est cohérente avec les prévisions des experts. L'équipe technique de la Banque centrale a également revu ses prévisions de croissance

de 1,2% à 1,4% pour l'année 2024, tandis que pour 2025, la BC annonce un taux de 3,2%. Cette révision serait due aux bonnes performances des secteurs primaires et tertiaires. Pour mémoire, l'inflation enregistre une baisse constante depuis un an, atteignant 7,36% en mars 2024, en partie causée par une diminution du prix des biens de consommation. Néanmoins, les prix du logement et du carburant, principaux facteurs de pressions à la hausse, impactent directement le budget des Colombiens. En outre, le loyer représente 25% du panier de consommation des ménages.

Le taux d'usure, au mois de mai 2024 s'élevait à 31,5%.

Le taux a diminué de 1,6 pt% par rapport à avril (33,09%), enregistrant ainsi son douzième mois de baisse consécutive. Le taux d'usure correspond au taux d'intérêt maximum légal que les banques sont autorisées à facturer aux emprunteurs. Cette baisse enregistrée s'est effectuée en parallèle de la baisse du taux directeur de la Banque centrale (de 12,25% à 11,75% entre avril et mai). Le taux d'usure se retrouve ainsi à un niveau qui n'avait pas été observé depuis juin 2022 lorsqu'il était de 30,6%. Les experts espèrent que cette évolution permettra de réactiver la consommation à travers une augmentation de la demande de crédit. En effet, les chiffres du février témoignaient jusqu'alors d'une baisse du portefeuille des banques de -5,6%, avec une baisse des crédits à la consommation de -10,6%.

En mars 2024, le taux de chômage était de 11,3%.

Le nombre de chômeur a augmenté de 339 000 pour atteindre 2,8 M de personnes. En mars 2023, le taux de chômage s'élevait à 10%. Entre temps, il a augmenté de 1,3 pt%. Le DANE a indiqué que l'agriculture est le secteur économique ayant connu la plus forte baisse de population active, avec un départ de 207 000 personnes, suivis par le secteur des logements (99 000) et par l'administration publique (77 000). A contrario, les secteurs des transports (70 000), du commerce (120 000) et de la prestation de services publics (132 000) sont ceux qui ont le plus embauché.

INVIAS, l'institut national des voies et routes, a lancé un appel d'offres pour la maintenance et la réhabilitation de la voie routière de Quibdo à Pereira.

Les autorités ont ouvert un appel d'offres pour des travaux de réhabilitation et de maintenance du corridor routier de Quibdo-Pereira, représentant un investissement de 4,7 Md USD.

Ce projet pourrait bénéficier à environ 1,5 million d'habitants résidant dans les départements du Chocó et de Risaralda. Le contractant sélectionné aura jusqu'au 31 décembre 2024 pour achever les travaux sur cet important corridor de 200 km de longueur. L'appel d'offres, ouvert jusqu'au 9 mai 2024, représente une avancée significative pour maintenir et renforcer les infrastructures routières clés de Colombie.

Le gouvernement prévoit de présenter un projet de loi pour assouplir la règle budgétaire.

Ce projet intervient dans un contexte de faible croissance pour l'année 2023, incitant le gouvernement à stimuler la croissance, notamment via l'investissement. L'assouplissement de la règle budgétaire permettrait de dégager une plus grande capacité d'investissement. Le ministre des Finances, Ricardo Bonilla, a souligné que la règle budgétaire actuelle, adaptée aux périodes de croissance plus élevée, devrait être repensée pour répondre au contexte de croissance économique ralentie que le pays a subi en 2023. En outre, le gouvernement envisage une augmentation du plafond d'endettement pour stimuler l'investissement.

Equateur

La situation sécuritaire demande une augmentation des dépenses et des investissements publics dans un contexte tendu pour les finances publiques.

Selon une étude de l'Institut des statistiques équatorien -INEC-, en 2024 le coût estimé de la violence en Équateur requerra 200 MUSD supplémentaires par an, au total un coût équivalent à 1,13 Md USD par habitant ou 6 % du PIB. Le nouvel état d'exception et la seule mobilisation de la force publique (armée et

police) dans le cadre de la lutte contre la violence liée aux groupes criminels organisés en Équateur seront financée par le plan « Fenix ». En conséquence, les dépenses en matière de sécurité inscrites dans la loi de finances atteignent en 2024, 3,5 Md USD, contre 3,3 Md USD dépensés en 2023.

La crise énergétique persiste.

L'Équateur et la Colombie ont accordé la vente de 6,2 Gw, ce qui permettra de réduire à court terme le déficit électrique équatorien de 10,4 Gw à 4,2 Gw/heure. Cet accord a permis au ministère de l'énergie équatorien de réduire la durée des coupures d'électricité quotidiennes. Par ailleurs, le ministère a annoncé la remise à niveau de la centrale à gaz, *Termogaz Machala*, et d'envisager la concession du champ gazier *offshore* « *Amistad* », ainsi que l'importation de GNL à court terme.

Guyana

Un navire fournissant 36 mégawatts (MW) d'électricité à la société *Guyana Power and Light (GPL)* est arrivé dans les eaux du Guyana le 1^{er} mai 2024.

GPL a signé un accord avec l'entreprise UCI pour louer ce « navire d'alimentation électrique » d'une capacité totale de 36 MW, pour une période de deux ans. Le gouvernement a assuré que les consommateurs ne paieraient aucune augmentation de prix sur leur facture d'électricité du fait de la location du navire, et ce même si GPL a annoncé qu'elle versait des frais de mobilisation de 1 M USD en plus de frais mensuels d'affrètement de 0,6 USD par kWh, d'exploitation de 0,09 USD par kWh et de maintenance d'environ 0,7 USD par kWh. Le bateau est arrivé le 1^{er} mai 2024, et devrait être opérationnel pour fournir de l'électricité d'ici le 8 mai 2024.

Pérou

S&P rabaisse la notation du Pérou à BBB-.

S&P Global Ratings a abaissé la note souveraine à long terme du Pérou en devises étrangères de BBB à BBB-. Cette décision est

attribuable aux troubles politiques du pays, à la forte fragmentation du Parlement et au faible capital politique dont dispose l'exécutif pour mettre en œuvre des mesures et des réformes. À cet égard, le ministre de l'économie et des finances, José Arista, a déclaré que la réactivation économique est une politique gouvernementale à laquelle l'administration actuelle accorde la priorité. Par ailleurs, il a indiqué que l'économie du pays se trouve clairement dans un processus de reprise. Il a souligné que, malgré l'abaissement de la note de S&P, la note d'investissement du pays a été maintenue et que les perspectives pour les futures notes à long terme du pays sont stables. Pour sa part, Fitch Ratings a décidé de maintenir sa position (BBB) mais en maintenant des perspectives négatives en raison de la persistance de niveaux élevés d'incertitude politique responsables du frein sur l'investissement privé.

Le Ministère de l'Economie réajuste la croissance du PIB à 3,1 % pour 2024, mais au détriment de la règle budgétaire.

Le Ministère de l'Economie (MEF) a actualisé à 3,1 % la prévision de croissance de l'économie péruvienne pour cette année. Le MEF attribue cette évolution du PIB à l'augmentation des exportations, de l'investissement et de la consommation. L'investissement privé en 2024 devrait retrouver une trajectoire de croissance positive et enregistrer un taux de croissance de 2,4% en 2024, favorisé par la reprise de l'investissement, tant minier que non-minier. De même, les exportations augmenteraient de 4,5%, principalement grâce aux expéditions de cuivre et de farine de poisson, ainsi qu'aux produits agricoles. Cependant, le pays enfreindra la règle budgétaire pour accéder à cette croissance et le déficit devrait atteindre 2,5% du PIB en 2024 (il ne devait pas dépasser 2% selon la règle). Dans ce contexte, le Ministère de l'Economie va proposer au Congrès une modification des règles budgétaires pour les années à venir : en 2024, le déficit passera de 2,0% à 2,5% du PIB ; en 2025, de 1,5% à 2,2% du PIB ; en 2026, de 1,0% à 1,8% du PIB ; en 2027, de 1,0% à 1,4% du PIB ; et en 2028, de 1,0% du PIB.

Venezuela

Le salaire minimum est donc maintenu à 130 bolivars par mois.

Il n'a pas augmenté, malgré la dépréciation de la devise vénézuélienne et la très forte inflation. Ce montant équivaut à 3,5 USD par mois. D'après les experts, ce montant reste insuffisant pour pouvoir effectuer 1% des dépenses d'alimentation de base, estimées à 554 000 bolivars selon des données de la Banque Mondiale. En 2022 (dernière reindexation), le salaire minimum était égal à 30 USD par mois. Les organisations syndicales et experts du marché du travail s'accordent sur l'importance d'une augmentation significative de celui-ci. Cette mesure permettrait de lutter contre la pauvreté et contre l'inflation (s'élevant à 89%). Toutefois, en parallèle, les autorités ont mis en place un « salaire minimum intégral » (différent du salaire minimum) qui s'élève à 130 USD. Ce salaire serait composé de primes tel que la prime contre la guerre économique (60 USD par mois) et de primes alimentaires (40 USD), réservées à la population active. Il existe des incertitudes sur les allocations que toucheront les retraités et les chômeurs.

Les interventions bancaires de la Banque centrale atteignent 329 M USD en avril.

Dans le but de stabiliser le taux de change VES/USD, la Banque centrale a fourni 70 M USD ce lundi 29/4 pour atteindre un total de 329 M USD (-4,9% g.a, soit une relative stabilité), néanmoins le *spread* entre le bolivar officiel et le bolivar parallèle se maintient autour d'entre 7% et 9%.

La dollarisation des dépôts bancaires est tombée à son plus bas niveau depuis 2020.

Les dépôts en devises représentent, à la fin du mois de mars, seulement 38,5 % des dépôts bancaires (1,7 Md USD). La stabilisation du taux de change a incité les vénézuéliens à refaire confiance à la devise nationale, limitant donc le flux de devises étrangères vers les comptes bancaires au Venezuela. Néanmoins, les experts estiment que circulent plus de 6,5 Md USD non-bancarisés dans le pays.

La chambre de l'industrie pharmaceutique, CIFAR, indique une croissance du secteur de 9 % en 2023 et estime 8 % pour 2024.

Au T1 2024 le marché des produits pharmaceutiques a augmenté de 43 % g.a.

Selon le président de CIFAR, M. Tito Lopez, cela s'explique par plus d'options de produits, le retour de certaines entreprises étrangères (via des distributeurs) et la diversification des présentations (boîtes contenant un plus petit nombre d'unités à un prix plus accessible pour le faible pouvoir d'achat des Vénézuéliens).

Annonces présidentielles du 1^{er} mai.

Ce premier mai M. Nicolas Maduro a fait quatre annonces :

1) augmentation du "revenu intégral minimum indexé des employés" à 130 USD (pas d'augmentation du salaire minimum, maintenu depuis deux ans à 130 VES, soit 3,61 USD, mais des « primes » – prime alimentation et prime dit « de guerre économique ») ;

2) Annonce de présentation à l'Assemblée Nationale par la vice-présidente Rodriguez d'une « loi spéciale sur les contributions des employeurs pour la protection des pensions contre le blocus impérialiste » qui impliquerait que les employeurs du pays devront verser une cotisation mensuelle unique spéciale, en fonction du revenu net et que cette cotisation servira à « améliorer considérablement les pensions des retraités ».

3) Extension du système CLAP – comité local d'approvisionnement et production – pour que les ouvriers reçoivent une boîte Clap avec des aliments incluant des protéines ;

4) Reprise de plans de vacances pour les travailleurs du secteur public avec des facilités de paiement de jusqu'à 5 mois ;

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants* (Md USD)	Croissance du PIB (en % du PIB)		Compte courant (en % du PIB)	Dette publique brute (en % du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
			2022	2023 p.			2021	Variation par rapport à 2020	
	2023 e	2023 e			2023 p.	2023 p.			Variation en fin de période, 2023 p.
Bolivie	12,13	46,8	3,5	1,8	-2,7	80,8	118	+1	3,6
Colombie	52,16	363,8	7,3	1,4	-4,9	55,0	88	0	8,8
Equateur	18,26	118,69	2,9	1,4	1,5	55,5	95	+4	2,4
Guyana	0,794	16,33	62,3	38,4	18	29,9	108	+1	3,8
Pérou	34,509	264,64	2,7	1,1	-1,9	33,9	84	+1	4,2
Suriname	0,624	3,54	1,0	2,1	1,5	107	99	-7	40
Venezuela	26,54	92,21	8,0	4,0	2,2	n.a.	120	-2	250,0
Argentine	46,8	621,83	5	-2,5	-0,6	89,5	47	0	135,7
Brésil	204,2	2 126,2	2,9	3,1	-1,9	88,1	87	-1	4,9
Chili	20,0	344,4	2,4	-0,5	-3,5	38,4	42	+1	4,5
Mexique	131,2	1 811,47	3,9	3,2	-1,5	52,7	86	+2	4,5

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

jacques.robin@dgtresor.gouv.fr, pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Mario DE MENECH, Andrés BRAGANZA, John Anderson COLORADO, Ursula ELEIZALDE, Diego MAGUINA

Abonnez-vous : jacques.robin@dgtresor.gouv.fr; mario.demenech@dgtresor.gouv.fr